

# Pour préparer l'avenir, il ne faut pas réduire notre capacité à faire notre travail: INFORMER

La Direction a présenté, lors du Comité d'entreprise du 22 février, un **budget d'austérité**: « Préparer l'avenir dans un contexte de crise : une exigence de gestion rigoureuse en 2013 ». Parmi les mesures d'économie confirmées par le PDG: l'AFP ne respectera pas l'accord national SPQN de 2012, qui prévoyait quatre augmentations salariales échelonnées jusqu'au 1er mai 2013. **SUD** l'avait déjà annoncé<sup>1</sup>: les augmentations prévues en mars 2013 (+0,4%) et en mai (+0,5%) sont supprimées. Merci Monsieur Hoog !

*Nous publions ci-après l'essentiel de l'intervention du délégué SUD devant le CE de février.*

## Pourquoi nous disons NON au budget 2013

Pour **SUD**, le budget 2013 présenté par la Direction implique des choix qui sont discutables, sinon carrément condamnables, car dangereux pour l'AFP.

L'AFP est une entreprise de main d'œuvre. La collecte d'une information complète et objective ne peut se faire que grâce à un réseau d'informateurs et de journalistes, aidés dans leur tâche par des administratifs, techniciens et commerciaux efficaces. De ce point de vue, les options prises dans le budget 2013 sont très inquiétantes.

En effet, la progression des dépenses de personnel est insuffisante (+0,8% pour les statut siège, +1,2% pour les statuts locaux); elle revient à une nouvelle baisse du pouvoir d'achat et risque d'aggraver les problèmes sociaux déjà connus (promotions sans gain financier réel en raison du ratissage des primes, difficulté à pourvoir des postes, démotivation...).

Avec les autres mesures annoncées, elle risque de se traduire par une nouvelle détérioration des conditions de travail et de réduire les moyens permettant de collecter des informations. Car les embauches seront insuffisantes pour combler les sous-effectifs, d'autant que la Direction prévoit aussi de réduire le recours aux personnels temporaires (-2,5%) et les frais de piges (-10,3%).

Nous rappelons aussi que le budget formation, hors Iris, est en recul de 45% !

Toutes ces mesures touchent **le capital le plus précieux de l'agence: son personnel**.

Qu'est-ce qui justifie ces restrictions drastiques?

Personne n'ignore notre environnement difficile. Nous constatons cependant que malgré certaines présentations tendancieuses et catastrophistes, les recettes de l'AFP sont assez stables, si l'on en croit les chiffres présentés.

## Des investissements surdimensionnés

**Les recettes étant stables, l'argument de la crise** - pour justifier les restrictions budgétaires concernant les dépenses de personnel et de fonctionnement – **tombe !** A moins qu'il s'agisse d'un moyen de pression sur l'agence, pour préparer un désengagement de l'Etat, dans le cadre de la politique d'austérité.

Ces restrictions sont le résultat de choix faits par la Direction et les pouvoirs publics, dont il convient de discuter la pertinence. Pour éviter toute polémique, nous ne nous attarderons pas ici sur des erreurs ou des décisions qui ont parfois entraîné des dépenses inutiles, d'un montant total de plusieurs millions d'euros (locaux rue Vivienne restés vides pendant plus d'un an, affaire Morel, nouveau logo, Newzweg, dépenses de communication, vidéosurveillance...).

Outre l'endettement de l'agence, deux choix délibérés posent problème: l'aménagement des locaux parisiens et la mise en place d'Iris. Pour nous, ces investissements et la dette ne peuvent pas légitimement justifier les restrictions sur les dépenses de personnel et de fonctionnement de l'agence.

---

<sup>1</sup> « Après les belles paroles du PDG, retour à la dure réalité », <http://www.sud-afp.org/spip.php?article185>

# L'immobilier

Les documents remis au CE ne fournissent pas de détails sur les coûts dus à la répartition des services parisiens sur différents sites et sur les travaux au siège. Pour **SUD**, ni cette répartition des services parisiens sur plusieurs sites ni l'aménagement du siège en cours n'a une cohérence logique. Nous émettons de fortes réserves sur la pertinence des travaux engagés. Il semblerait que certains travaux ne se justifient pas, sauf à **vouloir valoriser le siège** - dans la perspective d'une vente ?

## Iris

Selon le Contrat d'objectifs et de moyens 2009-2013 (COM, signé avec l'Etat), le but du 4XML, rebaptisé Iris, est « *de faire évoluer les objets produits par l'AFP vers le "rich média"* » (informations multimédia combinant texte, photo, vidéo, infographie).

D'où un investissement très lourd: 30 M€ de 2010 à 2013, même 40 M€ avec les charges internes (coûts de développement). Sans parler du coût de la formation Iris (800.000€ en 2013), des probables surcoûts dus aux retards, et des recettes non réalisées mais qui étaient programmées à partir de 2012 (2 M€ en 2012, 5 M€ en 2013).

Dans le COM, l'Etat s'engageait à subventionner cet investissement à hauteur de 20 M€. Mais, prétextant de la plainte de l'agence allemande DAPD à Bruxelles, le gouvernement a transformé cette subvention en prêt très coûteux, à un taux fixe de 5,28% sur 20 ans.

**Fallait-il, dans ces conditions de non respect des engagements de l'Etat, maintenir le projet initial dans sa globalité?**

C'est la question que l'on doit se poser et qui est toujours plus d'actualité, au moment où Iris montre des faiblesses et où **il n'est peut-être pas trop tard pour remettre en cause le "tout Iris"**.

Cette interrogation nous semble légitime pour différentes raisons:

- § Personne ne nie pour l'agence la nécessité de pouvoir livrer à ses clients du "rich média". Mais est-ce que pour autant cela justifie le concept de la production multimédia "native", qui veut que tout journaliste de l'AFP soit un journaliste multimédia?
- § Il reste à prouver qu'une telle polyvalence soit nécessaire et utile.
- § Il reste à prouver qu'Iris est pour l'ensemble de l'agence un outil plus adapté que les outils traditionnels.

Ne pourrait-on pas arriver au même résultat - mais à moindres coûts - en déployant Iris ou un système équivalent uniquement dans les services dédiés à l'édition d'informations multimédias, tout en préservant des outils spécifiques, plus légers et plus conviviaux, en amont, dans la production?

Le budget 2013 nous conduit à envisager à retirer notre soutien au projet Iris, qui engloutit une trop importante part des ressources de l'agence et dont les conséquences sur l'exercice de nos métiers, sur nos conditions de travail et sur l'emploi - des journalistes et des techniciens - n'ont pas été suffisamment étudiées.

**Pour résumer** : ce budget met en danger les moyens de fonctionnement de l'agence en prélevant de trop importants moyens pour la réalisation d'investissements dont l'ampleur ne semble pas suffisamment justifiée. Alors que les recettes de l'agence sont stables, ce budget se traduit par une détérioration des conditions de travail et de rémunération des salariés et par une nouvelle précarisation des plus précaires. C'est pourquoi **SUD** s'oppose à ce budget.

.....  
**SUD** reviendra très prochainement sur le dossier Iris.

Paris, le 25 février 2013

SUD-AFP (Union syndicale SUD Culture & Médias Solidaires)



**Sud** Solidaires  
AGENCE FRANCE PRESSE